

Une unité régionale à construire

Nord – Pas-de-Calais/Picardie

Nicolas Montard

Depuis le 1^{er} janvier, suite à la réforme territoriale instituant treize régions au lieu de vingt-deux, Nord – Pas-de-Calais et Picardie ne font plus qu'un. Enfin, dans les textes.

Flandres-Artois-Picardie? Flandres-Picardie? Nord – Pas-de-Calais – Picardie? Nord de France? Hauts de France? France du Nord? Flandre-Artois-Hainaut-Picardie? Pays-Bas français? Pendant deux ans, ce débat a agité les esprits dans les régions Nord – Pas-de-Calais et Picardie: quel nom donner à la nouvelle collectivité? Les propositions n'ont pas manqué. Tous les médias régionaux ont fait des sondages à destination des lecteurs sur le sujet, les résultats n'étant d'ailleurs pas toujours identiques (ainsi, *La Voix du Nord* plaçait Nord – Pas-de-Calais/Picardie en tête, tandis que chez le pure player *DailyNord*, le Flandres-Artois-Picardie s'imposait). Chacun a été sommé de donner son avis. Les uns étaient partisans d'un nom historique, les autres d'un patronyme sonnante particulièrement bien à l'international, les derniers espéraient que le changement de nom permettrait de jeter « l'affreux » Nord – Pas-de-Calais (seul exemple de nom de région en France composé de deux noms de départements) aux orties. Finalement, seuls les politiques sont restés discrets sur cette ques-

tion... jusqu'aux élections, histoire de ne froisser aucune voix dans l'isolement. Contraints et forcés, les nouveaux élus régionaux, sous la houlette de leur président Xavier Bertrand, ont néanmoins été obligés de se prononcer, le 11 mars, après avoir consulté les lycéens: ce sera Hauts de France.



Deux régions qui n'ont ni la même image, ni la même histoire

Pourquoi ce nom de région ne s'est-il pas imposé de lui-même? Peut-être parce que la nouvelle entité, née officiellement le 1er janvier 2016, est... plurielle.

D'un côté, le Nord – Pas-de-Calais, 4 millions d'habitants, ses beffrois et ses corons, est notamment connu pour son passé industriel – textile et minier –, ses trois ports (Dunkerque, Calais, Boulogne), son réseau urbain dense (16 villes comptent plus de 30 000 habitants). Sa métropole lilloise dynamique, plus d'un million d'âmes, raccordée au TGV, à l'Eurostar et au Thalys, a su trouver un positionnement au carrefour de l'Europe du Nord-Ouest, entre Bruxelles, Paris et Londres. Capitale tertiaire, elle est d'ailleurs l'une des principales métropoles de France pour sa concentration de sièges sociaux d'entreprises de 100 salariés et plus.

Avec 1,9 million d'habitants, la Picardie, connue pour ses cathédrales et grandes plaines agricoles, ne boxe pas dans la même dimension. Sa principale ville, Amiens, 130 000 habitants (180 000 pour son agglomération) n'a pas l'envergure de Lille, ni ses accès (la cité n'a pas de TGV direct). Les autres centres urbains picards ne sont que quatre à dépasser les trente mille habitants: Saint-Quentin, Beauvais, Compiègne et Creil. Enfin, si elle a eu ses industries et en possède encore quelques fleurons (sa vallée de la Bresle, à cheval avec la Normandie, où l'on fabrique encore la majorité de la production mondiale des flacons de luxe pour la parfumerie, la plus importante usine Yamaha d'Europe à Saint-Quentin sous le nom de MBK Industrie), dans l'imaginaire collectif, la région Picardie a toujours été largement associée à l'agriculture et ses vastes champs.

Les différences sont également historiques. Si les deux régions il y a deux mille ans ont eu un passé commun dans la Gaule Belgique, leur inscription définitive dans un même espace national commun est relativement récente. Le territoire du Nord – Pas-de-Calais appartient définitivement au royaume de France depuis le dix-septième siècle et la conquête de la Flandre par Louis XIV. À cette époque, la Picardie, qui était l'une des provinces du royaume de France, ne ressemblait qu'en partie à ce que nous connaissons aujourd'hui. Elle comprenait peu ou prou la Somme, l'ouest du Pas-de-Calais, une partie de l'Aisne et quelques bouts de l'Oise, dont la majeure partie des terres appartenaient au domaine royal du roi de France. Durant de longs siècles, les deux territoires n'ont donc pas forcément été sous la même autorité et n'ont pas été soumis aux mêmes règles.

Deux régions aux points communs

Ces différences ne veulent pas dire que Picards et Nordistes n'ont rien à voir. Loin de là. Une grande partie d'entre eux partagent une même langue régionale, le picard – même si elle disparaît peu à peu – le flamand étant lui réservé à la Flandre et au Dunkerquois. L'histoire récente a su se montrer tragique pour les deux territoires transpercés par les fronts de la Première Guerre mondiale: Nord, Pas-de-Calais, Somme et Aisne en portent les stigmates. Plus actuel, les deux régions ont en commun l'un des axes les plus fréquentés d'Europe, l'A1 (de Paris jusqu'en Belgique), ainsi que l'A26 (Reims-Calais) et l'A16 (Boulogne-sur-Mer-Paris). Économiquement, des pôles de compétitivité sont à cheval depuis

plusieurs années sur les deux régions: I-Trans, dédié aux systèmes de transport; Up-Tex, spécialisé dans les textiles. Il existe depuis longtemps des directions d'entreprises Nord – Pas-de-Calais/Picardie, notamment dans le domaine des banques ou de l'agro-alimentaire. Bref, Picards et Nordistes ne sont pas ennemis et se côtoient depuis longtemps. Encore plus sur la frontière Nord – Pas-de-Calais/Picardie, où évidemment Monsieur Tout-le-monde n'a pas attendu l'État français pour fusionner dans les faits avec la région limitrophe. Certains Picards vont à l'hôpital dans le Pas-de-Calais, certains Pas-de-Calaisiens à la supérette de l'autre côté. Chacun y trouve son intérêt.

Sentiments contraires vis-à-vis de la fusion

Mais alors pourquoi tant de crainte? Dès la fusion des régions évoquée en 2014, plusieurs enquêtes ont sondé les sentiments des Nordistes et des Picards à propos de ce mariage. Outre le fait que le débat – lancé par Paris qui voulait simplifier le millefeuille territorial et faire baisser les dépenses des collectivités – paraissait bien loin des préoccupations du grand public, de vraies lignes de fracture se sont dessinées. Si le Nord – Pas-de-Calais était relativement indifférent à la fusion et ses conséquences, ce n'était pas le cas des Picards. À l'exemple de ce sondage *Voix du Nord/Courrier Picard* (les deux quotidiens régionaux... qui appartiennent au même groupe de presse... belge, Rossel) en juin 2015: à la question « Êtes-vous favorable à la fusion des régions », le Nord – Pas-de-Calais répondait oui à 58%, tandis que la Picardie optait pour le non à 53%. Quand on demandait aux Nordistes s'ils étaient fiers d'appartenir à cette nouvelle grande région, ils répondaient encore « oui » (61%)... tandis que les Picards optaient pour le « non » (46%). Autre chiffre intéressant: à l'interrogation « D'après vous, quelles conséquences cette fusion risque-t-elle d'entraîner? », 58% des Picards se sont inquiétés pour leur perte d'identité. Lors d'un reportage sur la frontière Nord – Pas-de-Calais/Picardie que j'effectuais en octobre 2014, cette inquiétude du déclassement était particulièrement prégnante. Côté picard, ce mariage forcé a été réellement vu comme une absorption de leur région par le Nord – Pas-de-Calais et non comme une fusion de deux régions côte à côte. Réalité ou fantasme? Seul l'avenir le dira. Mais ce n'est pas un hasard si les Amiénois, lors d'un artificiel débat sur le choix de la capitale régionale – qui a cru un seul instant que Amiens pourrait l'emporter sur Lille?- , sont montés au créneau pour défendre leur chef-lieu. Une manière surtout de montrer qu'ils ne comp- taient pas se faire dépouiller de leurs emplois publics, par d'éventuels transferts d'administrations de Picardie vers le Nord – Pas-de-Calais. Ces sondages et attitudes montrent en tout cas que la fusion ne sera pas un long fleuve tranquille dans les esprits, notamment picards. À ce titre, l'élection de Xavier Bertrand à la tête de la Région en décembre 2015 permettra peut-être d'atténuer le possible procès « du tout pour le Nord – Pas-de-Calais ». Le nouveau président est le président de la communauté d'agglomération de Saint-Quentin, dans l'Aisne...

La place de la nouvelle région dans le concert français

Que représente cette nouvelle région dans l'espace français et européen? La candidature à sa présidence en décembre dernier de deux poids lourds nationaux – Xavier Bertrand, ancien ministre et député LR (ex-UMP) et Marine Le Pen, leader du Front national et aux ambitions présidentielles affichées – donne une indication claire. Les nouvelles grandes régions sont attirantes pour une carrière politique. D'une superficie de 31 814 km², la région Nord – Pas-de-Calais/Picardie est désormais plus grande que la Belgique et ses 30 528 km², tandis que ses 6 millions d'habitants en font l'équivalent d'un pays comme le Danemark! Avec 188 habitants au kilomètre carré pour 3 836 communes, elle est aussi la plus dense de France; avec 6 millions d'habitants, soit 9,2% de la population française, elle est la deuxième plus peuplée derrière Auvergne Rhône-Alpes (si l'on exclut évidemment l'Île-de-France); elle est aussi la plus jeune de France avec 35% de moins de 35 ans. Économiquement, elle pèse lourd: près de 150 millions d'euros de PIB en 2012, soit la troisième région française et 7,3% du PIB hexagonal. Elle est aussi la cinquième région exportatrice et la deuxième importatrice avec à chaque fois 11% du total national. Les deux régions réunies deviennent un espace agricole de premier ordre en Europe, en se situant en tête en production de blé, sucre, pommes de terre et endives. La nouvelle région, aux portes de Paris, ce qui ne gâche rien aux ambitions politiques, est aussi l'une des plus dynamiques en termes de création d'entreprises.

Des indices délicats

Autant d'indices flatteurs... qui ne doivent pas en cacher d'autres, clairement mis en avant par les opposants à la fusion. Martine Aubry, maire socialiste de Lille, en tête, a ferrailé contre son camp, estimant qu'additionner deux régions pauvres ne faisait pas une région riche. Car oui, Nord – Pas-de-Calais/Picardie, malgré son statut de grande région, a aussi des indicateurs peu glorieux. Selon une étude publiée en septembre par les deux conseils régionaux, l'indice de développement humain (une déclinaison de l'indicateur de développement humain du programme des Nations unies croisant des données de santé, d'éducation et de niveau de vie) place la région à la dernière place de France métropolitaine! Dans le détail, avec 18,4%, la nouvelle région a le deuxième plus fort taux de pauvreté de France. Un habitant sur cinq vit sous le seuil de pauvreté! Son revenu fiscal moyen par foyer est de 22 080 euros contre 25 512 au niveau national. Le PIB par habitant est de 25 380, soit deux fois moins qu'en Île-de-France. Le taux de chômage est également parmi les plus élevés de France: 12,5%. Avec de tels indicateurs, il ne faut pas s'étonner que les deux régions soient régulièrement en queue des classements d'attractivité, ceux-ci se vérifiant avec le solde migratoire négatif, notamment au niveau des 20-30 ans.



Des défis immenses pour les élus

Les défis sont donc immenses pour la nouvelle majorité élue en décembre (la droite, avec une opposition d'extrême-droite, la gauche qui dirigeait la région depuis ses débuts ayant dû se retirer dès le premier tour). Quand le gouvernement a présenté son projet, la fusion devait conduire à des économies, une simplification administrative et positionner les régions françaises à un niveau économiquement fort en Europe (à l'exemple des Länder allemands). Il est encore trop tôt pour juger de la réussite ou non de ces ambitions – si tant est qu'un jour on puisse les calculer –, mais pour le moment, nous sommes dans une sorte de statu quo. Et en attente d'actes. Quid des économies d'abord mises en avant au moment du vote de la loi? La fusion n'a pas abaissé le nombre d'élus. Il y a forcément désormais des doublons parmi les fonctionnaires régionaux du Nord – Pas-de-Calais et de Picardie. Combien? Comment seront-ils reclassés? Pour le moment, Xavier Bertrand a seulement parlé de ne pas remplacer tous les départs en retraite, histoire de ne pas mettre le feu aux poudres. Quel avenir pour les deux sièges des conseils régionaux, dont celui de Lille, inauguré il y a huit ans? Quid également des nombreuses structures existant dans chaque région? Par exemple, les comités régionaux de tourisme, déjà soutenus par des comités départementaux de tourisme au nombre de cinq, ne devraient logiquement faire qu'un. Bref, la fusion va devoir à la fois répondre aux objectifs financiers fixés, mais aussi ménager les susceptibilités. Pendant que les élus devront gérer ce pour quoi ils ont été désignés: l'économie locale (la région accorde des aides directes aux entreprises), la gestion des lycées, les transports, la formation professionnelle, le tout dans un contexte de baisse des dotations de l'État. Bref, relever les défis de ce nouvel espace est tout sauf une sinécure.

Comment construire une identité?

Comme il ne sera pas une mince affaire de faire prendre conscience aux habitants du Nord – Pas-de-Calais et de Picardie qu'ils font désormais partie d'une seule et même région! Si tant est que ce soit possible un jour dans un pays où l'on se définit avant tout comme étant d'une commune plus que d'une région (55% contre 14%, INSEE, 2003). Qu'y a-t-il en effet de commun entre un habitant des Flandres françaises qui travaille tous les jours à Lille ou Dunkerque, voire en Belgique, et celui de Chambly au sud de l'Oise qui prend le RER chaque matin pour aller s'engouffrer dans les méandres du métro parisien – 120 000 Picards vont travailler en Île-de-France quotidiennement, l'Oise étant naturellement tournée vers la capitale? Même à grand renfort de communication (comme ça a été le cas pour la naissance des régions précédentes il y a 30 ans) ou à coups de grands projets comme le canal Seine Nord (un trait d'union entre Nord et Picardie à 4,5 milliards d'euros au bas mot), il n'est vraiment pas sûr que ces deux-là se sentent un jour une identité commune dans un seul et même espace.

15 Les réflexions sur la constitution de ces ensembles montrent toute l'artificialité

de ces régionalisations: dans les différents scénarii envisagés depuis un siècle, le département de la Somme a été tantôt placé avec le Nord et le Pas-de-Calais, tantôt avec l'Aisne et l'Oise, eux-mêmes parfois pressentis pour rejoindre la couronne parisienne. En 2009, le rapport Balladur envoyait même la Somme et l'Aisne en Nord – Pas-de-Calais, l'Oise en Île-de-France. En 2014, lors de la première mouture du projet de réforme territoriale adopté en 2015, la Picardie basculait cette fois-ci toute entière... avec la Champagne-Ardenne! Certains avaient même soumis l'idée que Nord – Pas-de-Calais/Picardie englobe la Normandie! Identité, vous avez dit identité? ■

Een op te bouwen regionale eenheid

Nord-Pas-de-Calais/Picardië

Nicolas Montard

Sinds 1 januari 2016, overeenkomstig de territoriale hervorming waarbij 13 regio's worden opgericht ter vervanging van de 22 bestaande, zijn de regio's Nord-Pas-de-Calais en Picardië één. Volgens de teksten althans.

Flandres-Artois-Picardie? Flandres-Picardie? Nord-Pas-de-Calais Picardie? Nord de France? Hauts-de-France? France du Nord? Flandre-Artois-Hainaut-Picardie? Pays-Bas français? Twee jaar lang heeft dat debat de geesten in de regio's Nord-Pas-de-Calais en Picardië beroerd: welke naam zou de nieuwe collectiviteit krijgen? Het ontbrak zeker niet aan voorstellen. Alle regionale media hebben hun lezers over het onderwerp ondervraagd via steekproeven waarvan de resultaten overigens niet altijd eensluidend waren (zo plaatste *La Voix du Nord* Nord-Pas-de-Calais/Picardie bovenaan, terwijl bij het internettijdschrift *DailyNord* Flandres-Artois-Picardie als eerste uit de bus kwam). Iedereen werd verzocht zijn advies uit te brengen. Sommigen waren voorstander van een historische naam, anderen verkozen een naam die internationaal goed zou klinken. Die



laatsten hoopten dat de naamverandering een eind zou maken aan het “verschrikkelijke” Nord-Pas-de-Calais (de enige regionaam in Frankrijk die uit twee namen van departementen was samengesteld). De politici bleven er discreet over... tot na de verkiezingen, in de hoop om in het stemhokje niemand op stang te jagen. De nieuwe regionale verkozenen werden er, onder leiding van hun voorzitter Xavier Bertrand, toch toe verplicht om er zich op 11 maart over uit te spreken, nadat ze de lyceumstudenten geraadpleegd hadden. De uiteindelijke keuze viel op “Hauts-de-France”.

Twee regio's die noch hetzelfde imago noch dezelfde geschiedenis delen

Waarom lag de keuze van de naam van de regio niet voor de hand? Misschien omdat de nieuwe entiteit, die officieel op 1 januari 2016 tot stand is gekomen,... heterogeen is.

Met zijn 4 miljoen inwoners, zijn belforten en mijnwerkersbuurten, is de regio Nord-Pas-de-Calais onder meer gekend voor zijn industrieel verleden

– textiel en kolenmijnen –, de drie havens (Duinkerke, Calais, Boulogne), en het dichte stedennetwerk (16 steden met meer dan 30.000 inwoners). De dynamische metropool Rijsel heeft zich met meer dan 1 miljoen inwoners, met zijn TGV-, Eurostar- en Thalys-verbindingen, op de kaart weten te zetten als het kruispunt van Noord-West Europa, tussen Brussel, Parijs en Londen. Die hoofdstad van de dienstensector is overigens een van de belangrijkste Franse metropolen wat de concentratie aan hoofdkantoren van ondernemingen met 100 of meer werknemers betreft.

Met zijn 1,9 miljoen inwoners, kathedralen en weidse landbouwgebieden speelt Picardië niet in dezelfde afdeling. Zijn belangrijkste stad, Amiens, met 130.000 inwoners (180.000 voor de hele agglomeratie), heeft noch het gewicht noch de toegankelijkheid (geen rechtstreekse TGV-verbinding) van Rijsel. Slechts vier Picardische stadscentra: Saint-Quentin, Beauvais, Compiègne en Creil, tellen meer dan 30.000 inwoners. Het is ook een industriële regio geweest, die nog altijd over een aantal troeven beschikt (in de Breslevallei, die de grens met Normandië vormt, wordt nog altijd de grote meerderheid van de wereldproductie van luxeflessen voor de parfumerie gefabriceerd; de grootste Yamaha-fabriek van Europa in Saint-Quentin genaamd MBK Industrie), maar in de collectieve verbeelding wordt Picardië in de eerste plaats altijd met de landbouw en zijn eindeloos uitgestrekte velden geassocieerd.

Ook op historisch vlak zijn de regio's verschillend. Tweeduizend jaar geleden kenden ze een gemeenschappelijk verleden in Belgisch Gallië, maar uiteindelijk werden ze pas in relatief recente tijden in een gemeenschappelijke nationale ruimte opgenomen. Het grondgebied van de Nord-Pas-de-Calais maakt, sinds de 17e eeuw en de verovering van Vlaanderen door Lodewijk XIV, definitief deel uit van het koninkrijk Frankrijk. Picardië was toen al een provincie van Frankrijk en geleek slechts gedeeltelijk op wat wij vandaag kennen. Zij omvatte min of meer de Somme, het westen van de Pas-de-Calais, een deel van de Aisne en enkele stukken van de Oise, waar het merendeel van het territorium deel uitmaakte van het koninklijk domein van de Franse koning. De twee grondgebieden ressorteerden dus eeuwenlang niet onder dezelfde overheid en waren niet aan dezelfde regels onderworpen.

Twee regio's met gemeenschappelijke punten

Die verschillen betekenen niet dat de Picardiërs en de inwoners van het Noorden niets met elkaar te maken hebben. Integendeel. Velen onder hen delen een gemeenschappelijke gewesttaal: het Picardisch – ook al verdwijnt die langzamerhand –, terwijl het Vlaams de taal was van Vlaanderen en de Duinkerkenaren. De recente geschiedenis was een echte tragedie voor de twee grondgebieden die doorsneden werden door de frontlinies van de Eerste Wereldoorlog. De departementen Nord, Pas-de-Calais, Somme en Aisne vertonen er nog de stigmata van. In recentere tijden delen de twee regio's een van de



drukste autowegen van Europa, de A1 (die Parijs met België verbindt), evenals de A26 (Reims-Calais) en de A16 (Boulogne-sur-Mer – Parijs). Op economisch vlak ziet men een aantal concurrentiepolen die al jarenlang in beide regio's operationeel zijn: I-Trans, voor transportsystemen; Up-TEX, voor de textielsector. Onder meer in het bankwezen en in de voedingsmiddelensector bestaan er allang gezamenlijke ondernemingsdirecties voor de Nord-Pas-de-Calais/Picardië. Kortom, Picardiërs en inwoners van het Noorden zijn geen vijanden van elkaar en gaan allang met elkaar om. Dat is zeker nog meer het geval op de grens tussen de Nord-Pas-de-Calais en Picardië, waar Jan met de pet niet op de Franse staat gewacht heeft om in het leven van alledag met de aangrenzende regio te fuseren. Sommige Picardiërs gaan naar het ziekenhuis in de Pas-de-Calais, sommige inwoners van de Pas-de-Calais gaan winkelen in de kleine supermarkten aan de overkant. Iedereen doet er zijn voordeel mee.

Tegenstrijdige gevoelens met betrekking tot de fusie

Waar heeft men dan zoveel angst voor? Wanneer in 2014 het idee van de fusie van regio's voor het eerst werd geopperd, werden verscheidene onderzoeken opgestart naar de gevoelens van de inwoners van het Noorden en van de Picardiërs met betrekking tot dat huwelijk. Buiten het feit dat het debat – op gang gebracht door Parijs, dat erop uit was de territoriale gelaagdheid te vereenvoudigen en de uitgaven van de collectiviteiten terug te dringen – veraf stond van de zorgen van het grote publiek, tekenden zich toch echte breuklijnen af. De



Nord-Pas-de-Calais mocht dan betrekkelijk onverschillig lijken ten opzichte van de fusie en de gevolgen ervan, bij de Picardiërs lag dat helemaal anders. Kijken we naar de opiniepeiling in juni 2015 in *La Voix du Nord/Le Courrier picard* (twee regionale dagbladen, eigendom van dezelfde Belgische persgroep Rossel): op de vraag “Bent u voorstander van de fusie van de regio’s?” antwoordde 58% “ja” in de Nord-Pas-de-Calais, 53% “neen” in Picardië. Op de vraag of ze trots zouden zijn op het feit dat ze deel zouden uitmaken van die nieuwe grote regio, antwoordde 61% van de ondervraagden in het Noorden nog “ja”, terwijl 46% van de Picardiërs voor “neen” koos. Nog een interessant cijfer: uit de antwoorden op de vraag “Wat zullen volgens u de mogelijke gevolgen zijn van die fusie?”, bleken 58% van de Picardiërs bang te zijn voor het verlies van hun identiteit. Tijdens een reportage over de grens tussen de Nord-Pas-de-Calais en Picardië die ik in oktober 2014 maakte, bleek die bezorgdheid bijzonder prangend. Aan de Picardische kant wordt dit gedwongen huwelijk echt aangevoeld als een opslorping van hun regio door de Nord-Pas-de-Calais en niet als een fusie van twee regio’s naast elkaar. Realiteit of fantasma? Dat kan en zal alleen de toekomst uitwijzen. Maar het is niet toevallig dat de inwoners van Amiens tijdens een kunstmatig debat over de keuze van de regiohoofdstad – wie heeft ook maar één ogenblik gedacht dat Amiens het van Rijsel zou kunnen winnen? – in de bres gesprongen zijn voor hun hoofdplaats. Daarmee wilden ze vooral duidelijk maken dat ze zich zouden verzetten tegen het verlies van jobs in overheidsdienst wegens eventuele overdrachten van administraties van Picardië naar de Nord-Pas-de-Calais. Die peilingen en houdingen wijzen er hoe dan ook op dat de fusie niet probleemloos zal worden geaccepteerd door de inwoners van Picardië. De verkiezing van Xavier Bertrand aan het hoofd van de regio, in december 2015, zal het wellicht mogelijk

maken een eventuele tendens “alles voor de Nord-Pas-de-Calais” af te zwakken. De nieuwe voorzitter is namelijk ook voorzitter van de agglomeratiegemeenschap Saint-Quentin, in het Aisne-departement.

De plaats van de nieuwe regio in het Franse concert

Wat vertegenwoordigt die nieuwe regio in de Franse en Europese ruimte? Het feit dat twee nationale zwaargewichten – Xavier Bertrand, oud-minister en LR (ex-UMP)-volksvertegenwoordiger, en Marine Le Pen, leader van het Front National die duidelijk het voorzitterschap ambieerde – zich in december 2015 kandidaat stelden voor de functie van voorzitter geeft een duidelijke aanwijzing. De nieuwe grote regio's zijn aantrekkelijk voor een politieke loopbaan. Met een oppervlakte van 31.814 km² is de regio Nord-Pas-de-Calais/Picardië nu groter dan België met zijn 30.528 km², en met zijn bevolking van 6 miljoen inwoners doorstaat hij de vergelijking met een land als Denemarken. Met 188 inwoners per vierkante kilometer voor 3.836 gemeenten is het ook de dichtstbevolkte regio van Frankrijk. Met 6 miljoen inwoners, d.w.z. 9,2% van de bevolking van Frankrijk, is het de tweede meest bevolkte regio na de Auvergne Rhône-Alpes (even afgezien van de regio Île-de-France); met 35% inwoners jonger dan 35 jaar is het ook de jongste regio van Frankrijk. Op economisch vlak is de regio een echte zwaargewicht: een BBP van nagenoeg 150 miljoen in 2012 maakt er de derde regio van Frankrijk van, goed voor 7,3% van het nationaal BBP. Het is ook de vijfde exportregio en de tweede importregio, met telkens 11% van het nationaal cijfer. De twee regio's worden samen een eersterangs landbouwruimte in Europa met de grootste productie van graan, suiker, aardappelen en chicon. De nieuwe regio, die tot aan de poorten van Parijs reikt, wat gunstig is voor de politieke ambities, is ook een van de meest dynamische op het stuk van het ondernemerschap.

Delicate indicatoren

Tot zover de flatterende indicatoren die enkele andere, in duidelijke termen geformuleerd door de tegenstanders van de fusie, niet moeten versluieren. Martine Aubry, de socialistische burgemeester van Rijsel, heeft als eerste tegen haar eigen kamp gereageerd met het argument dat men door twee arme regio's samen te voegen geen rijke regio zal verkrijgen. In weerwil van zijn statuut van grote regio vertoont de Nord-Pas-de-Calais/Picardië ook enkele minder rooskleurige indicatoren. Luidens een in september door beide regionale raden gepubliceerde studie komt de regio in de index van menselijke ontwikkeling (een afgeleide van de indicator voor menselijke ontwikkeling van het Programma van de Verenigde Naties waarin de gegevens inzake gezondheid, opvoeding en levensstandaard met elkaar in verband worden gebracht) op de laatste plaats in Frankrijk. Met 18,4% heeft de nieuwe regio het op één na grootste armoedecijfer in het land. Eén inwoner op de 5 leeft onder de armoedegrens. Het gemiddeld

fiscaal inkomen per gezin bedraagt er 22.080 euro tegen 25.512 op nationaal vlak. Het BBP per inwoner bedraagt 25.380 euro, dat is tweemaal minder dan in Île-de-France. De werkloosheid behoort ook tot de hoogste in Frankrijk: 12,5%. Met dergelijke cijfers hoeft het dan ook niet te verbazen dat beide regio's qua aantrekkelijkheid geregeld achteraan bengelen in de rangschikkingen. Het negatieve migratiesaldo, onder meer bij 20- tot 30-jarigen, bevestigt nog eens dat beeld.

Reusachtige uitdagingen voor de verkozenen

De in december 2015 verkozen nieuwe meerderheid (rechts, met een extreemrechtse oppositie; links, dat vanaf het begin de regio bestuurt, moest zich na de eerste stemronde terugtrekken), staat dus voor reusachtige uitdagingen. Wanneer de regering haar plan voorstelde, moest de fusie tot besparingen en administratieve vereenvoudiging leiden en de Franse regio's naar een sterk economisch niveau in Europa (naar het voorbeeld van de Duitse Länder) leiden. Het is voorbarig om nu al een oordeel te vellen over het al dan niet realiseren van die ambities – in zoverre ze ooit in cijfers uitgedrukt kunnen worden –, maar op dit ogenblik kan men spreken van een soort status-quo. Men wacht nog op daden. Wat zal bijvoorbeeld het effect zijn van de besparingen die in het vooruitzicht werden gesteld op het ogenblik dat de fusie werd aangenomen? Die fusie heeft het aantal verkozenen niet verminderd. Er zijn voortaan uiteraard elkaar overlappende regionale ambtenaren van beide regio's. Hoeveel? Hoe zullen zij worden gereclassieerd? Tot nu toe heeft Xavier Bertrand alleen gezegd dat degenen die met pensioen gaan, niet allemaal zullen worden vervangen; dat is een kwestie van de lont niet in het kruit te steken. Welke toekomst is weggelegd voor de twee zetels van de regionale raden, met name die in Rijsel, die acht jaar geleden in gebruik werden genomen? En wat met de talloze bestaande structuren in elke regio? Een voorbeeld: de regionale comités voor toerisme, die al ondersteund worden door vijf departementale comités voor toerisme; logisch gesproken zou één voldoende zijn. De fusie zal kortom aan de vastgelegde financiële doelstellingen moeten beantwoorden maar terzelfder tijd met de gevoelheden rekening moeten houden. Terwijl de verkozenen de doelstellingen zullen moeten beheren waarvoor zij verkozen werden: de plaatselijke economie (de regio kent rechtstreekse steun toe aan de ondernemingen), het bestuur van de lycea (tweede cyclus van het secundair onderwijs), het vervoer, de beroepsopleiding, in een context waarbij de door de staat toegekende dotaties afnemen. Die uitdagingen aangaan in die nieuwe ruimtes wordt dus allesbehalve een sinecure.

Hoe bouw je een identiteit op?

Het wordt geen makkie ervoor te zorgen dat de inwoners van de Nord-Pas-de-Calais en van Picardië zich ervan bewust worden dat zij voortaan tot een en dezelfde regio behoren, in zoverre dat mogelijk is in een land waar men zichzelf vooral beschouwt als deel uitmakend van een gemeente meer dan van een regio

(55% tegen 14%, INSEE, 2003). Wat kan een inwoner van Frans-Vlaanderen die dagelijks in Rijsel of Duinkerke, of zelfs in België, gaat werken, gemeenschappelijk hebben met een inwoner van Chambly, in zuiden van het Oise-departement, die elke ochtend de RER neemt om dan in de meanders van de Parijse metro te duiken? 120.000 Picardiërs gaan dagelijks in de Île-de-France werken, omdat de Oise heel vanzelfsprekend op de hoofdstad gericht is. Zelfs bijzondere inspanningen op het vlak van de communicatie (zoals dertig jaar geleden al het geval geweest is bij de oprichting van de vorige regio's) of grote projecten zoals het Seine-Noordenkanaal (een verbinding tussen het Noorden en Picardië, kostprijs minstens 4,5 miljard euro) zullen wellicht niet voldoende zijn om de twee regio's een gevoel van een gemeenschappelijke identiteit bij te brengen. De beschouwingen over het instellen van die nieuwe entiteiten getuigen van het uitermate kunstmatig karakter van die regionalisering: in de verschillende sinds een eeuw geplande scenario's werd het Somme-departement nu eens bij het Noorden en de Pas-de-Calais ingedeeld, dan weer bij de Aisne- en Oise-departementen, die zelf al waren benaderd om bij de Parijse kroon aan te sluiten. In 2009 stelde het rapport-Balladur zelfs voor de Somme- en de Aisne-departementen bij de Nord-Pas-de-Calais en het Oise-departement bij de Île-de-France te voegen. In de eerste versie van het ontwerp voor territoriale hervorming, dat in 2015 werd aangenomen, kwam heel Picardië in de korf van de... Champagne-Ardenne-regio terecht. Sommigen hadden zelfs de mogelijkheid geopperd dat de Nord-Pas-de-Calais/Picardie-regio ook Normandië zou omvatten!

Identiteit, zei u? ■

(Uit het Frans vertaald door Willy Devos)